



## Séance ordinaire du jeudi 21 février 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Ressources Humaines

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Michelle CASSAR, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Eric PETIT, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Rabii YOUSSEUS

## Ressources Humaines - Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente, rapporte :

### I- Création de poste :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire de créer au tableau des effectifs les postes mentionnés dans **l'annexe 1** ci-jointe ;

Pour les emplois de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

### II- Transformation de poste :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des ajustements de postes, au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 2** ci-jointe.

Pour l'emploi de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

### III- Réajustement de poste pour mise en conformité grade/emploi :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des mises en conformité du cadre d'emploi d'accès aux postes mentionnés en **annexe 3** ci-jointe ;

### IV- Confirmation de poste :

- 1) Par délibération du 12 novembre 2015, le poste de Chargé de mission études et contentieux, qui relève du cadre d'emplois des attachés territoriaux (n° du poste : 2015-065) a été créé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction des affaires juridiques et de la commande publique.
  - nature des fonctions : assurer la sécurité juridique des actes et dossiers de la Métropole et de la commune de Montpellier, participer à l'amélioration des procédures, conseiller en interne et réaliser des études juridiques, gérer des contentieux et le cas échéant représenter la Métropole et la commune de Montpellier.
  - niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine du Droit des collectivités locales,
  - niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux,
  - motif : compte tenu de la nécessité d'assurer la sécurité juridique des actes de la collectivité, ce poste ne peut rester vacant,
  - fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

- 2) Par délibération du 31 mars 2015, le poste de Délégué French Tech, qui relève du cadre d'emplois des attachés territoriaux (n° du poste : 2015-004) a été créé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction du Développement économique et de l'Emploi.
- nature des fonctions : porter l'ambition French Tech Montpellier, mettre en œuvre le plan d'actions et la stratégie définis et représenter la French Tech Montpellier au niveau national et international.
  - niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine du Développement économique et des nouvelles technologies,
  - niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux,
  - motif : compte tenu de la nécessité d'assurer le développement de la French Tech, ce poste ne peut rester vacant,
  - fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.
- 3) Par délibération du 25 janvier 2018, le poste de Chargé de mission plateforme de transition énergétique, qui relève du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux (n° du poste : 2010-053 AS) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction Transition Energétique et Ecologique.
- nature des fonctions : coordonner et piloter la plateforme de transition énergétique, suivre le dispositif d'aide à la rénovation des bâtiments (résidentiels et tertiaires).
  - niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine de la transition énergétique,
  - niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°90-127 du 09 février 1990 portant échelonnement indiciaire des ingénieurs territoriaux.
  - motif : compte tenu de la nécessité de coordonner et piloter la plateforme de transition énergétique, ce poste ne peut rester vacant,
  - fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations, des transformations, des mises en conformité et des confirmations de poste ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, Budget Principal, chapitre 930, 931, 933, 935, 936, 937 et 938 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/02/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 février 2019  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-243400017-20190221-75833-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire :  
Réception en Préfecture : 27/02/19

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

- Annexe 1 Création Conseil du 21 02 19
- Annexe 2 Transformation Conseil 21 02 19
- Annexe 3 MEC Conseil 21 02 19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.